

avec la bourgeoisie pour la défense du régime national démocratique contre le fascisme d'Hitler, de Mussolini. Cette disposition de la social-démocratie permet au capitalisme, comme l'expérience française vient de le démontrer, de s'orienter vers la constitution de gouvernements de pleins pouvoirs en vue de la préparation de la « Nation » pour la guerre.

**

Ces considérations une fois données, voici la position adoptée par le Parti communiste, l'Opposition de gauche et la Ligue des Communistes internationalistes. Auparavant, il nous paraît intéressant d'indiquer la position des gauches socialistes envers le plan : leur accord fut unanime, après le Congrès de Noël du P. O. B., où la gauche présenta une timide résolution quant aux conditions qui déterminent la lutte légale et illégale dont « l'esprit » fut accepté par De Man. Leur organe, « L'Action Socialiste », mena campagne pour créer la « mystique du plan ». Déjà à cette époque existait un conflit assez important dans l'industrie du Textile de la région verviétoise ; la gauche socialiste ne tenta même pas de concilier sa fameuse mystique avec la lutte en cours. Mais bien après, quand, au travers d'un referendum, les ouvriers du Textile eurent marqué unanimement leur désir de voir se déclencher une grève générale, après que la bataille parut inévitable, alors seulement la gauche socialiste se hasarda à relier timidement le plan du travail et ce conflit en demandant au Parti Ouvrier de ne manifester aucune « défaillance » afin d'éviter les « déceptions ». En outre, depuis son acceptation enthousiaste du plan De Man, la gauche socialiste se voile les yeux devant le problème de la défense nationale. En somme, l'appréciation donnée dans la résolution sur la Deuxième Internationale et trois quarts parue dans le n° 1 de « Bilan » : « les gauches socialistes évoluent non vers le communisme, mais vers la social-démocratie », est pleinement confirmée par l'évolution de la gauche socialiste en Belgique.

Pour ce qui est du parti communiste, son attitude, bien qu'étant une position de classe, c'est-à-dire de lutte ouverte contre le plan du travail, ne pouvait avoir une répercussion quelconque du fait de son complet isolement d'un terrain même de la lutte des classes : les syndicats. Ses cris quant à la fascitisation de la social-démocratie ne pouvait non seulement expliquer la signification concrète et historique du plan, mais représentaient plutôt un élément explicatif de sa séparation des organisations de classe confondues avec la direction réformiste. Par ailleurs, la valeur de son opposition au plan De Man fut complètement détruite par la réalisation parallèle de front unique avec les « social-fascistes » pour la reconnaissance de l'U.R.S.S. et surtout par la valeur exclusivement verbale de cette opposition s'exprimant par des injures plutôt que par des mots d'ordre de lutte visant à une mobilisation des syndicats.

Quant à l'Opposition de gauche, son action envers le plan fut d'une confusion épouvantable. Il convient tout d'abord de marquer que son mot d'ordre central : pour un gouvernement socialiste, lui fit d'abord donner son accord « expérimental » à la lutte pour la réalisation du plan De Man. Il est vrai qu'en son sein surgirent des oppositions à cette position. Par ailleurs, le camarade Gourov, dans la lettre déjà citée, a préconisé une attitude intermédiaire consistant à dénoncer le « plan de duperie » tout en se déclarant prêts à lutter coude à coude avec les socialistes aux cas où la bourgeoisie faisait mine de s'apposer au plan. Leur organe, la « Voix Communiste », disait, en novembre 1933, au sujet du plan : « Des chefs du P. O. B. demandent le pouvoir pour réaliser un plan de cinq ans destiné à supprimer le chômage, à donner du pain en suffisance à tous. Luttons pour leur donner le pouvoir. Exigeons la préparation immédiate d'une grève générale avec, comme revendication principale, démission du gouvernement de Broqueville. Instauration d'un gouvernement socialiste ».

C'est seulement au mois de janvier 1934 que la « Voix Communiste » commença prudemment à marquer son opposition. Sa résolution votée le 14 janvier disait enfin : « le plan du travail adopté au Congrès du P.O.B. doit servir d'instrument nouveau de conservatisme démocratique », mais les commentaires accompagnant cette résolution détruisaient la valeur de cette affirmation. Ainsi, parce que le plan parlait de la nationalisation des banques et de la grosse industrie et

que la social-démocratie, « en opposition avec la tendance de plus en plus réactionnaire des dirigeants bourgeois, pose sa candidature au pouvoir en promettant l'amélioration immédiate du sort des masses ouvrières et petites bourgeois, le maintien et le développement (?) des droits acquis », cela signifierait : éléments positifs pour la lutte révolutionnaire. Après la parution de cette résolution, en contradiction manifeste avec toute sa campagne pour le soutien « expérimental » du plan, mais présentée comme sa conclusion, l'Opposition de gauche s'est bornée à critiquer le problème de la défense nationale tel que le pose le plan en se donnant pour but de « sauver » la gauche socialiste et les Jeunes Gardes socialistes attirées par la perfidie de De Man dans un affreux traquenard.

L'Opposition de gauche, au travers de ses mots d'ordre, a évolué vers les gauches au lieu de les attirer à elle. Toute son attitude envers ces derniers, surtout à partir d'avril 1933, s'est inspirée de l'idée fondamentale qu'évoluant vers le communisme, il fallait faciliter cette évolution en l'appuyant dans sa lutte contre le réformisme.

En somme, le seul groupement qui ait adopté une attitude de classe, au milieu de cette campagne de mobilisation des ouvriers par le capitalisme, face au centrisme se décomposant et devant l'impuissance de l'Opposition de gauche, c'est la Ligue des Communistes Internationalistes. Déjà, à l'époque du pétitionnement, elle seule adopta une attitude d'opposition et de lutte catégorique. Par ailleurs, elle adopta une attitude de lutte contre le plan De Man : « le devoir de tout révolutionnaire, dit le Bulletin de la Ligue, en face de cette nouvelle duperie, consiste à éclairer les travailleurs sur la véritable signification de ce complot réactionnaire appelé plan De Man ».

La Ligue des Communistes est donc la seule formation prolétarienne qui, aujourd'hui, en Belgique, essaye de s'opposer au plan De Man, et le seul noyau révolutionnaire qui représente l'opposition du prolétariat aux forces réactionnaires du P. O. B. Sa faiblesse extrême exprime la faiblesse du prolétariat belge, dans la situation actuelle, à s'opposer à l'attaque du capitalisme.

Le plan De Man n'a rencontré aucune résistance sérieuse parmi la classe ouvrière, et cela dans une période où les menaces de conflits surgissent à l'horizon. Concrètement, De Man a pu présenter son plan à la Commission Syndicale de Belgique avec un cynisme extraordinaire : plus de grève partielle ou de grève générale. Tous ces mythes doivent être chassés. Voilà son langage. Il ne faut plus jouer un rôle de « serre-freins » à la lutte revendicative des ouvriers, mais la déplacer vers des objectifs la rendant impossible. Travailleurs et bourgeois se trouvent sur le même radeau de détresse ; leur intérêt est de lutter en commun : voilà l'idée essentielle du plan et c'est là l'aspect de la fonction de la social-démocratie : « étouffer la lutte des classes, créer une atmosphère, une ambiance (une mystique comme disent certains socialistes), un échauffement des esprits, un engouement qui permettrait de faire accepter les sacrifices consentis par les ouvriers du fait de leur « alliance » avec d'autres classes, comme autant de pas les rapprochant du socialisme. Il tend à renforcer « l'Union sacrée » avec la bourgeoisie scellée dès 1914 ». (Bulletin de la Ligue des Communistes Internationalistes).

Le plan De Man est la tentative de la social-démocratie de s'élever jusqu'aux besoins nouveaux du capitalisme « démocratique », de lui permettre d'effectuer, par l'étranglement de la lutte des classes, une mobilisation de toute la « Nation » pour la guerre de demain, de rendre possible cette préparation en reliant la misère des travailleurs, non pas à leur lutte revendicative, seule condition pour aboutir aux luttes générales et révolutionnaires, mais au sauvetage de la nation capitaliste dans son ensemble, seulement possible par l'adhésion du prolétariat à la défense nationale. Voilà la réalité de la lutte de la social-démocratie dans sa phase nouvelle. Seulement, une lutte révolutionnaire contre l'ensemble de la social-démocratie, menée par les fractions de gauche forgeant les armes idéologiques pour la lutte simultanée contre la putéfaction du centrisme et les agents de la bourgeoisie, peut permettre au prolétariat de relever la tête et de reprendre sa lutte victorieusement.